MAIRIE de MONTBRISON

AUTORISATION DE TRAVAUX DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT

N° AT 042 147 23 M0058

Arrêté n°2024-402-A

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 🖊 🔾 /04/2024

Demande déposée le 26/12/2023 et complétée le 08/01/2024

Par : COMMUNE DE MONTBRISON représentée par

Monsieur Christophe BAZILE

Demeurant à : 1 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

42600 MONTBRISON

Sur un terrain sis à : 3 RUE FERNAND LEGER

42600 MONTBRISON

147 AY 267, 147 AY 800, 147 AY 840, 147 AY

848

Réaménagement et extension de l'ancienne

école maternelle en pôle enfance

Le Maire,

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée,

Vu la Loi n° 2005-102 du 1er février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, modifié par Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des ERP et IGH,

Vu les arrêtés du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017 relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L164-1 à 165-7, L143-1 à L143-3, R162-8 à R162-13, R164-1 à R164-6 et R143-1 à R143-47.

Vu l'avis de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité réunie en sous-commission ERP-IGH et sous-commission accessibilité, en date du 27/02/2024,

Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Loire en date du 02/02/2024,

ARRETE

Article unique: Les travaux décrits dans la demande d'autorisation de travaux susvisée peuvent être entrepris en respectant les prescriptions émises par la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité réunie en sous-commission ERP-IGH et sous-commission accessibilité dans son avis ci-joint annexé et par le SDIS de la Loire dans son rapport ci-joint.

MONTBRISON, le 10 avril 2024 Pour le Maire au nom l'Etat, Pierre CONTRINO, Adjoint Délégué

LOTRE *

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

